Cahier de doléances du Tiers État de Pradines (Lot)

Réclamations, plaintes et doléances de la communauté de Pradines.

1° La communauté de Pradines éprouve la plus énorme surcharge dans son allivrement pour la capitation.

Le nombre de ses feux s'élève, à la vérité, au nombre de deux cent-quatre-vingt-dix.

Mais le grand tiers de ces feux et ceux qui sont le plus avant tagement assis, sont jouis par les forains, qui possèdent de grosses métairies dans les meilleurs fonds, et qui, étant capités ailleurs, ne fournissent au rôle de la capitation que la modique contribution qu'on peut exiger des métayers ou des domestiques qui exploitent lesdites métairies.

La somme totale de l'étendue en réduction de la communauté donne 1244 quarterées 2 quartonats.

Il conste par le livre des charges que les forains occupent 438 quarterées 2 quartonats, et, par conséquent, plus du tiers de la communauté.

2° La communauté demande que le peu de biens fonds privilégiés enclavés dans son taillable, soient compris au rôle de toutes ses impositions territoriales, au prorata de leur juste valeur.

3° La communauté forme la même demande au sujet de l'impôt que doivent supporter les très fortes, onéreuses et quasi arbitraires censives que paye à divers seigneurs la majeure partie de ses habitants.

4° La communauté forme encore la même demande au sujet des fruits décimaux de tout son taillable ; quasi tous sortent de la communauté et se consomment hors de son territoire.

Ces réclamations sont fondées sur la plus exacte justice ; elles ne seront pas rejetées. La communauté qui les fait est plongée dans la plus grande misère.

On peut dire que presque tous les habitants, et surtout ceux du chef-lieu, ne vivent que d'emprunts et des journées qu'ils trouvent dans les métairies. Quasi tous, dès qu'ils sont d'un certain âge, sont obligés de mendier ; tous les enfants, sans exception, demandent l'aumône.

Cette communauté n'a aucune ressource pour la nourriture des bestiaux ; il n'y a pas un seul pré dans son territoire, la vicinité de la ville enlève toutes les pailles de la dime.

Le peu de biens fonds situés en rivière est sablonneux et exposé aux continuelles incursions du Lot, qui n'est pas du tout encaissé de son côté. Les sept huitièmes des biens de la communauté, situés dans ce qu'on appelle cause, sont en partie abandonnés et en friche. Le reste est sans bois et planté en vignes stériles et si exposées à la ravine que dans peu il ne restera que des rochers à nu.

Enfin la preuve la plus sensible que les habitants de Pradines puissent fournir de l'état désastreux et de stérilité auquel est réduit leur territoire, se trouve dans le prix des fermes des fruits décimaux.

Le petit prieuré de Flaynac est assis sur le membre de la communauté le mieux assorti et composé des habitants les plus aisés.

Par acte, devant Chanut, notaire, en 1722, ce prieuré était affermé 600 livres.

Par acte, devant Miquel, notaire, en 1786, ce même bénéfice a été porté avec peine au prix de 700 livres. Quel contraste avec tous les bénéfices du royaume et surtout avec ceux du Quercy ! Depuis quarante ans, n'ont-ils pas vu, tous, doubler leurs revenus ?

5° Les habitants de Pradines attendent enfin, de la justice du Roi, de les dispenser du service de mer. Il est si facile de recruter des gens de bonne volonté pour la marine, de la manière qui se pratique pour le service de terre, les épreuves qui ont été faites en ce genre ont si bien réussi à si peu de frais et ont fait si peu de

déserteurs, que la province du Quercy a tout lieu d'espérer qu'elle sera dispensée des levées forcées qu'on a essayé de faire depuis quelques années, qui ont coûté tant de larmes, de peines, de frais, et qui ont eu si peu de succès.

Si cependant le bien de l'État nécessite des levées forcées de matelots, la justice et la sagesse de notre Roi voudra bien les modeler sur la manière dont se fait la levée des troupes de milice.

Par ce nouvel ordre, les pères de famille ne seront plus exposés à se voir arracher des bras de leurs enfants à la mamelle et sans secours, et le sort seul décidera de ceux d'entre les jeunes gens qui devront leurs services et leur vie au salut de l'État.

6° Les députés que la communauté va nommer sont expressément chargés de se réunir au vœu général de la province pour le rétablissement des États particuliers du Quercy. L'assiette des États sera toujours tenue à Cahors, capitale et centre de la province. Tous les membres, ainsi que le président, seront élus et choisis par les suffrages libres des trois ordres. Tout emprunt leur sera interdit ; des entreprises infructueuses et ruineuses sont quasi toujours le produit net de ces emprunts multipliés.

Le Lot n'est navigable , que quelques mois de l'année. La navigation sur cette rivière est si pénible, qu'un bateau ne fait, chaque année, qu'une voiture et avec beaucoup de bras.

La seule denrée que le produit offre, c'est le produit de ses vignes dont la culture demanderait plus de bras qu'on ne peut en trouver. Cependant l'appréhension du classement et du service de mer éloigne de la navigation tous les matelots, et surtout ceux qui sont mariés ; plusieurs ont abandonné les côtes du Lot. La liberté de naviguer sans crainte est si indispensable en Quercy, que, si elle n'est pas rendue, ce service va être entièrement interrompu. Et si l'État a besoin de former des matelots, quelle voie plus assurée peut-on trouver pour s'en procurer, qu'en les prenant aux hôpitaux des enfants trouvés ?